OSONS MIEUX

LISTE ÉCOLOGISTE **ET CITOYENNE**





Stéphane TRIFILETTI Charente Maritime (17)

Mumine OZSOY Corrèze (19)





Jérôme **ORVAIN** Creuse (23)

Lionel FREL Dordogne (24)





Nicolas THIERRY Gironde (33)

Laurence **MOTOMAN** Landes (40)





Maryse **COMBRES** Lot-et-Garonne (47)

Alice **LEICIAGUEÇAHAR** Pyrénées Atlantiques (64)





Nicolas GAMACHE Deux-Sèvres (79)

Léonore **MONCOND'HUY** Vienne (86)



Jean-Louis PAGES Haute-Vienne (87)

OSONS MIEUX Françoise Coutant

Madame, Monsieur,

Le 6 décembre, vous voterez pour le premier tour des élections régionales. Je porte une vision globale de la transformation écologique de notre grande région. Je suis en capacité de gérer cette Région, de la présider en améliorant la vie quotidienne de chacun-e. Je suis une femme engagée, qui connaît bien les trois régions et qui les aime. Je suis dans la vraie vie, je travaille, j'élève seule mes enfants et j'habite un quartier populaire, dans une ville moyenne, Angoulême.

Faire le choix de l'écologie, c'est penser à l'avenir de nos enfants et nos petits-enfants. Nous ne pouvons plus reculer face aux enjeux des dérèglements climatiques, nous devons agir pour la transition énergétique, pour une alimentation et un environnement sains, pour maintenir la proximité, pour un aménagement équilibré du territoire et la création d'emplois non délocalisables. Je vous propose donc un pacte écologique en quinze points.

Pour que notre Région engage les solutions à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui, je vous remercie d'accorder votre voix à la liste écologiste et citoyenne que je conduis.

Ensemble, Osons mieux ! Très sincèrement,

Francouse Contant

Le pacte écologique

Lutter contre les dérèglements climatiques et engager la région dans la transition en diminuant de 80% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050.

Garantir l'autonomie énergétique des territoires, en s'affranchissant de l'énergie nucléaire, avec comme objectifs pour 2030: 40% d'énergies renouvelables, 40% d'efficacité énergétique (en priorisant les aides à la rénovation énergétique des bâtiments pour les foyers précaires).

Soutenir l'utilisation et l'interconnexion des différents modes de transports du quotidien (collectifs, partagés et alternatifs) en instaurant une tarification unique, établir la gratuité pour les étudiants et les personnes sans emploi.

Appliquer une redevance poids lourds régionale afin de reporter le transport de marchandise de la route vers le rail pour moderniser massivement et rapidement les infrastructures de transports, leurs fréquences et leurs performances.

Veiller à la préservation de la qualité de nos biens communs (eau, air, sol, biodiversité, paysages...) et prévenir les risques de pollution.

Développer l'agriculture biologique en multipliant par 4 les surfaces d'ici 2020. Généraliser l'utilisation du bio, de l'approvisionnement local et d'une alternative au repas carné (repas végétarien) dans la restauration collective pour nos enfants.

Instaurer un bonus aux aides régionales en mettant en place un pacte solidaire à destination des territoires ruraux pour leur garantir l'accès aux services de santé et aux services publics.

Promouvoir et défendre notre patrimoine culturel et les langues régionales, faciliter l'accès de tous aux équipements sportifs et culturels éco-responsables.

Expérimenter des solutions du « mieux-vivre ensemble » et favoriser l'émergence d'un écosystème propice au développement de l'Économie Sociale et Solidaire et de l'innovation sociale.

Conditionner les aides régionales et la commande publique au respect de critères sociaux et environnementaux tout en privilégiant les petites et moyennes entreprises locales.

Mettre fin au gaspillage financier et aux grands projets d'infrastructures inutile (LGV Poitiers-Limoges, 2 LGV au sud de Bordeaux). Il faut réorienter les financements publics vers des projets locaux au service de tous.

Encourager les démarches d'économie circulaire pour aller vers une société zéro gaspillage et zéro déchet.

Mettre fin à la fracture numérique en développant le haut débit sur tout le territoire et favoriser les lieux de travail partagés (co-working) en zones rurales.

Réorienter la formation vers les filières écologiques d'avenir avec comme objectif la création de 150 000 emplois locaux non délocalisables à court terme.

Construire des mécanismes de participation directe pour les citoyens et garantir un débat public sur tout projet structurant avec notamment l'instauration de conseils citoyens décentralisés et d'un droit à l'interpellation.

